



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour le dernier CTSD de l'année scolaire. Pour nos collègues, amertume, lassitude, fatigue, souffrance, colère sont des mots et des sentiments bien présents. La méthode Blanquer ne passe pas.

Pour preuve, même les enseignants des lycées, réputés moins virulents, ont osé appeler au boycott des surveillances du bac. Nos organisations ont obligé le ministre à annoncer des chiffres de grévistes à 7h 45 afin de « faire l'info » et faire croire que tout va bien. Il n'en est rien... Une réquisition de personnels jusqu'aux infirmières a été mise en place, un seul surveillant par salle d'examen dans de nombreux établissements, afin de pallier aux « quelques » grévistes. Aujourd'hui se dessine la rétention des notes du bac et le boycott du brevet. Quand les personnels seront-ils entendus ?

Après la Loi pour « une école de la confiance », après la réforme du bac, la circulaire de rentrée vient confirmer une politique ministérielle autoritariste : propagande, encadrement et répression ! Très loin d'être bienveillante, elle repose sur une emprise de plus en plus forte à tous les niveaux hiérarchiques et des injonctions de plus en plus invasives sur les méthodes pédagogiques à utiliser dans les classes.

Comme illustration, pour la deuxième année consécutive, l'ensemble des animations pédagogiques porteront uniquement sur les mathématiques et le français, animations dont beaucoup de collègues contestent et le contenu et la méthode... On est bien loin d'une formation continue prenant en compte les besoins et les demandes des professionnels de terrain. Nous demandons instamment à pouvoir choisir nos formations et dénonçons ce pilotage qui s'apparente plus à du formatage. Monsieur le DASEN, il y a urgence. Urgence à développer des plans de formation continue qui partent des besoins réels des équipes et s'appuient sur les avancées de toute la recherche pédagogique et pas uniquement des « subordonnés » du ministre. Une formation qui doit se faire sur le temps de travail et privilégier des méthodes de recherche-action à partir d'objets de travail définis par celles et ceux qui font la classe et l'école au quotidien. Et ce n'est certainement pas en prévoyant des temps de formation hors sol sur les temps de vacances que l'on fera évoluer la situation, sauf à vouloir faire du chiffre et de l'affichage. Le même constat s'applique aux évaluations nationales...

Cette semaine, il faut bien en parler, nous allons toutes et tous subir des conditions climatiques très éprouvantes. Or les recommandations d'usage envoyées aux écoles ne suffiront pas à faire face aux conséquences de la canicule dans les établissements scolaires. En effet, dans bien des cas, le bâti ne permet pas d'y répondre : absence de stores, notamment sur les baies vitrées, locaux mal isolés, points d'eau insuffisants ou trop loin des classes, cours sans ombre, absence de brumisateurs... Dans ces conditions, « gardez les enfants dans une ambiance fraîche » comme le recommande le ministère est impossible. Les enseignants sont inquiets du bien-être et de la santé de leurs élèves comme de la leur et de leurs conditions de travail et se posent la question de faire classe dans ces conditions. Quelles réponses concrètes leur apportez-vous ? Vont-ils être contraints de faire valoir leur droit de retrait pour protéger les élèves ? C'est le sens du courrier envoyé par le SNUipp-FSU au ministre. Il conviendra de réunir des groupes de travail sur cette question qui impacte les conditions de travail, la sécurité et la santé de toutes et tous. Travailler avec les collectivités locales, mais aussi avec les enseignants est une urgence. C'est un sujet à prendre à bras le corps au vu du réchauffement climatique et de cette situation qui risque de se répéter.

Aujourd'hui, vous allez procéder à des ajustements de carte scolaire qui seront actés en CDEN. Cette instance à laquelle nous sommes attachés dans la mesure où elle doit permettre la rencontre des services de l'État avec tous les partenaires de l'École, est depuis plusieurs années vidée de sa substance. En février dernier, le CDEN a été le théâtre d'un blocage entre

un état autoritaire et inflexible qui décide de tout, partout, balayant d'un revers de main toute contradiction et des organisations syndicales force de propositions.

Depuis, le président Macron a fait des déclarations, le premier ministre un discours aux assemblées. Quelques annonces sur la limitation à 24 élèves par classe en GS, CP et CE1... Qu'en est-il de la mise en œuvre ? Quelles conséquences concrètes dans les écoles ? Comment mettre en place ces propositions dans une pénurie de personnel savamment entretenue: les RASED ont rendu des postes, le remplacement également, l'offre scolaire ne peut être guère moindre quant à la répartition géographique sur le territoire malgré la baisse démographique. Concernant les effectifs moyens, il n'y a rien de scandaleux à avoir des classes à 17 ou 18 élèves. A moins que nos enfants soient considérés, à l'instar de leurs enseignants, comme des ressources... Tout s'exploite dans ce nouveau monde...

Ce n'est pas de l'ironie, monsieur le DASEN, juste du dépit et de la colère. Notre pays traverse une crise sociale forte et les réponses ne sont que répressives : dans la rue par le matraquage des manifestants, dans certains médias par le matraquage idéologique, dans la loi par le matraquage des voix et des courants les plus réactionnaires... loi de l'assurance chômage, loi contre la fonction publique, loi sur l'école, prochaine loi sur les retraites... Ce matraquage est orchestré au plus haut sommet de l'état et bien relayé par un autoritarisme descendant contre les salariés, les employés, les fonctionnaires, les retraités et les plus fragiles.

Nous ne nous faisons guère d'illusions sur la prochaine année scolaire. Ce seront les mêmes avec la même politique. Pourtant il y a un an vous vous émouviez du piètre classement de la Dordogne parmi les départements de l'académie...et qu'avez-vous mis en place ? Selon nous, vous avez juste continué la même politique destructrice que celle qui est appliquée plus ou moins violemment selon la couleur des gouvernements depuis plus de 20 ans, et que vous justifiez en vous appuyant sur des évaluations massivement biaisées. Il n'y a pas plus de volonté réelle d'améliorer l'école que de prendre en compte la transformation climatique qui nous touche... ne rien changer concrètement, garder les mêmes déséquilibres, être aveugle aux bouleversements pour garder en place un monde finissant et auto-destructeur, voilà la réalité de celles et ceux qui décident...mais il ne faut pas la dire...exemplarité...ou plutôt la mettre sous le tapis...faire l'autruche...si je ne le vois pas, ça n'existe pas !!

Et pourtant, les enseignants, nous pouvons vous l'assurer, ont vraiment le sentiment, majoritairement de faire un métier formidable et qu'ils mettent tout en œuvre pour la réussite et le bien-être de leurs élèves. Malheureusement, ils rencontrent trop d'obstacles, trop peu d'écoute et surtout une absence de reconnaissance de l'institution... dont la première, la reconnaissance salariale avec un état employeur défaillant et méprisant... comme pour tous les fonctionnaires...

Dès la rentrée, à la FSU avec nos partenaires, nous réunirons et mobiliserons les collègues sur toutes ces questions et construirons ensemble la résistance et les ripostes nécessaires face à cette politique néfaste relayée avec autoritarisme sous l'égide d'un management ultra libéral.

Les représentants FSU